

Le DROIT OUVRIER

DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SÉCURITÉ SOCIALE

Sommaire

DOCTRINE

Caroline Declair : Lutte contre les fraudes au détachement transnational : quand l'ordre administratif fait primer les droits fondamentaux des travailleurs sur la liberté d'entreprendre.

à propos des Ordonnances *Macron*

Philippe Masson : Exit le droit du travail... place à la loi de l'entreprise !

Raphaël Dalmasso : La « rupture conventionnelle collective » : une chimère ?

Thierry Kirat : Les procès économiques des Conseils de prud'hommes.

JURISPRUDENCE

Voir notamment

Reconnaissance de l'acte unique de harcèlement sexuel : mise en conformité avec le droit applicable.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 17 mai 2017 – Note Marilyn Baldeck et Laure Ignace (p. 670)

Administrateurs salariés de sociétés anonymes : respect du droit à l'information et lutte contre les conflits d'intérêts, deux facettes de la mission.

Tribunal de commerce de Paris (Ch.1) 7 février 2017 – Note Fabrice Février et Alain Lévy (p. 677)

Astreintes : pas de mise en place sans garanties collectives efficaces.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 23 mai 2017 – Note Pierre Dulmet (p. 683)

CHRONIQUES JURISPRUDENTIELLES

Jurisprudence sociale du Conseil constitutionnel (seconde partie) par Pierre-Yves Gahdoun.



NOVEMBRE 2017

Doctrine

Lutte contre les fraudes au détachement transnational : quand l'ordre administratif fait primer les droits fondamentaux des travailleurs sur la liberté d'entreprendre par Caroline Declair , Directrice adjointe du travail	633
TRAVAIL ILLÉGAL – Constat d'infractions – Sanctions administratives – Fermeture provisoire de chantiers (deux espèces) – Détachement de travailleurs – Activité réalisée en France de façon habituelle, stable et continue – Inopposabilité du certificat A1 (première espèce) – Référé liberté – Constestation de l'arrêt de chantier (deuxième espèce).	
Première espèce : CONSEIL D'ÉTAT (Juge des référés) 21 avril 2016 (req. n° 398.782)	637
Deuxième espèce : CONSEIL D'ÉTAT 22 décembre 2016 (req. n° 406.202)	639
Exit le droit du travail... place à la loi de l'entreprise ! (Réflexions à propos des ordonnances du 22 septembre 2017) par Philippe Masson , collectif « Droits et Libertés » de l'UGICT-CGT	640
La « rupture conventionnelle collective » : une chimère ? par Raphaël Dalmasso , Maître de conférences à l'Université de Lorraine, Membre du Cerit-Institut François Génys	649
Les procès économiques des Conseils de prud'hommes par Thierry Kirat , Économiste, Directeur de recherche au CNRS, IRISSO-Université Paris Dauphine/PSL	655

Jurisprudence

ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES – 1° Liste commune – Syndicat catégoriel – Répartition des suffrages – Principe de transparence – Absence de répartition des suffrages – Annulation – 2° Processus électoral – Principe général du droit électoral – Obligation de neutralité de l'employeur – Annulation.	
TRIBUNAL D'INSTANCE DE SAINT-DENIS DE LA RÉUNION 12 juin 2017	665
Note Claudy Ménard , Formateur syndical	667
ESSAI – Rupture – Maternité – Protection dans l'emploi – Discrimination – Trouble manifestement illicite – Réintégration.	
CONSEIL DES PRUD'HOMMES D'ANNONAY (référé – départage) 17 février 2017	667
Note Yves Rouspard , UD CGT Ardèche	668
HARCÈLEMENT SEXUEL – Caractérisation et preuve – Acte unique – Absence d'exigence de faits répétés – Préjudices.	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 17 mai 2017 (p. n° 15-19.300)	670
Note Marilyn Baldeck et Laure Ignace , Juristes à l'AVFT	671
LICENCIEMENT – Inaptitude – Indemnités légales – Mode de calcul – Arrêt maladie.	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 23 mai 2017 (p. n° 15-22.223)	675
Note Paul Cao , Avocat au Barreau de Saumur	676
REPRÉSENTATION DU PERSONNEL – Administrateurs salariés de société anonyme – Droit individuel à l'information – Obligation de loyauté – Obligation du président du conseil d'administration – Notion de conflit d'intérêt – Sanctions.	
TRIBUNAL DE COMMERCE DE PARIS (Ch.1), 7 février 2017	677
Note Fabrice Février et Alain Lévy , Avocats au Barreau de Paris	680
TEMPS DE TRAVAIL – Astreinte – Mise en place par contrat de travail – Illicéité.	
LA COUR DE CASSATION, (Ch. Soc.) 23 mai 2017 (p. n° 15-24.507)	683
Note Pierre Dulmet , Avocat au Barreau de Strasbourg	683

TRAVAIL ILLÉGAL – Travail dissimulé – Dissimulation d’emploi salarié – Recours aux travailleurs indépendants – Autoentrepreneurs – Contrat de travail – Lien de subordination – Critère du service organisé.

1) TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE LONS LE SAUNIER (Ch. correctionnelle) 17 novembre 2015	685
2) COUR D’APPEL DE BESANÇON (Ch. correctionnelle) 26 janvier 2017	687
Note Elsa Faivre-Picon , Avocate au Barreau du Jura	687

Chroniques jurisprudentielles

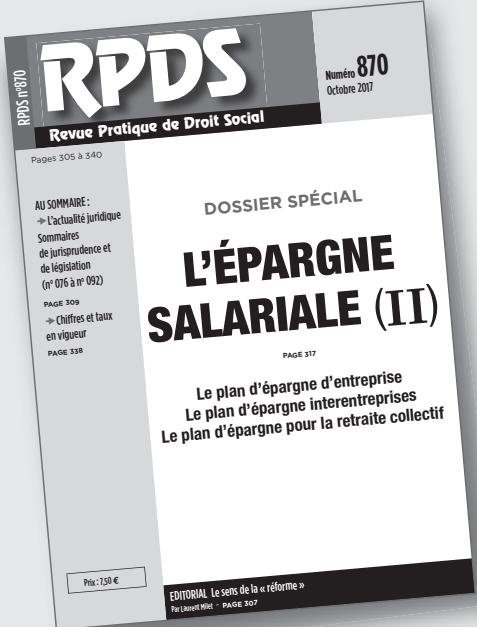
Jurisprudence sociale du Conseil Constitutionnel (deuxième partie) par **Pierre-Yves Gahdoun**, Professeur à l’Université de Montpellier – CERCOP

CONSEIL DE PRUD’HOMMES – Défenseur syndical – Secret professionnel – Différence avec le statut d’avocat – Egalité devant la Justice – Atteinte (non).

CONSEIL CONSTITUTIONNEL Décision n° 2017-623 QPC du 7 avril 2017

CHSCT – Expertise – Contestation – Prise en charge des frais – Droit de propriété et droit à un recours effectif – Atteinte (non).

COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 31 mai 2017 (p. n° 16-16.949 PBRI)



RPDS 870 – OCTOBRE 2017

AU SOMMAIRE :

Dossier spécial

L'épargne salariale (II)

- Le plan d'épargne entreprise
- Le plan d'épargne interentreprises
- Le plan d'épargne pour la retraite collectif

L'actualité juridique :

Sommaires de jurisprudence commentés

Editorial :

Le sens de « la réforme »

Commande et abonnement à 263, rue de Paris, case 600, 93516 Montreuil cedex ou sur notre site Internet www.nvo.fr
Prix du numéro : 7,50 euros (+ forfait de 3 euros par envoi). Abonnement : 9 euros par mois ou 108 euros par an incluant la RPDS papier et son supplément Internet (RPDS numérique + le guide droit du travail en actualisation permanente + la veille juridique).

Le DROIT OUVRIER

REVUE JURIDIQUE DE LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL

BULLETIN D'ABONNEMENT (annuel, 12 numéros)

Nom Prénom

Profession ou fonctions (facultatif)

Adresse

.....

.....

Code postal Ville

Bulletin à retourner :

DROIT OUVRIER - Service Abonnements

263, rue de Paris - 93516 Montreuil Cedex - Tél.: 01 55 82 81 98

avec un chèque à l'ordre de : « Droit Ouvrier » CCP n° 1 1779.430 Paris

Tarifs : France : **105 euros**

Étranger : **137 euros**

Adhérent CGT ou étudiant : **82 euros**

Pour la rédaction uniquement, adresser les propositions de contribution, l'envoi de la jurisprudence à :

droitouvrier@cgt.fr ou

**Secteur DLAJ Droit Ouvrier Droit Ouvrier,
263, rue de Paris, Case 5-3, 93516 MONTREUIL CEDEX**